

Burundi : La Commission électorale amputée de deux de ses cinq membres

Jeune Afrique, 01/06/2015 Burundi : deux membres de la Ceni officialisent leur démission, Nkurunziza menace Deux parmi les cinq membres du bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) du Burundi ont confirmé lundi leur démission. Le président Nkurunziza lui menace contre toute nouvelle tentative de putsch. "Techniquement, c'est mort !" lâche un membre de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui a requis l'anonymat. À l'en croire, "avec la confirmation de la démission de deux commissaires de la Ceni, il est impossible d'organiser les élections communales et législatives prévues, jusqu'ici, le 5 juin". "D'autant qu'il faut nécessairement remplacer les deux membres qui ont claqué la porte", explique-t-il, joint au téléphone par Jeune Afrique.

Spes Caritas Ndironkeye, vice-présidente la Ceni qui s'est exilée au Rwanda voisin, et Illuminata Ndabahagamyé, commissaire chargée de l'Administration et des Finances, ont en effet officialisé, le 1er juin, leur démission de l'institution électorale nationale, en adressant deux lettres séparées au président burundais, Pierre Nkurunziza. "Deux braves dames" Spes Caritas Ndironkeye évoque "le contexte politico-sécuritaire du moment [qui] n'offre pas les conditions requises à l'encadrement de cet événement majeur pour le peuple burundais". Autrement dit, la situation actuelle dans le pays ne permettrait pas l'organisation sereine des scrutins pourtant cruciaux pour l'avenir démocratique du Burundi. Abondant dans le même sens, Illuminata Ndabahagamyé estime que "l'état sécuritaire qui prévaut et le contexte politique du moment ne créent pas des conditions favorables à l'accomplissement satisfaisant de la mission qui [lui] avait été confiée". La commissaire chargée de l'Administration et des Finances a fui le pays avant d'envoyer sa lettre de démission. "[Elle] se cachait depuis vendredi, elle avait peur, elle avait subi beaucoup de pression et était suivie par les services de renseignements", selon une source proche de sa famille contactée par l'AFP. Deux démissions saluées par la société civile burundaise. Pacifique Nininahazwe, l'un des leaders de la campagne anti-troisième mandat, a qualifié les deux démissionnaires de "braves dames", rappelant au pouvoir que "les remplacer ne sera pas une mince affaire puisqu'il faut obtenir trois quart des voix à l'Assemblée nationale et au Sénat". Deux chambres du Parlement burundais dont le mandat a expiré fin avril, selon le militant. Mise en garde du président Pas sûr que le calendrier publié des scrutins qui prévoit, jusqu'ici, la tenue des communales et des législatives au 5 juin et de la présidentielle au 26 juin, soit respecté. Dès dimanche, à Dar es Salaam, les chefs d'état de la Communauté d'Afrique de l'Est ont préconisé le des élections d'au moins un mois et demi au Burundi. En attendant, Pierre Nkurunziza, "[met en garde] toute personne qui tentera de prendre le pouvoir par le renversement des institutions élues par la population, assurant que ce genre de tentative ne fera pas un seul pas", rapporte un communiqué du CNDD-FDD, parti au pouvoir, publié lundi à Bujumbura. Le président burundais a tenu ses propos ce weekend dans sa ville natale de Ngozi, dans le nord du pays, où il est allé retirer sa carte d'électeur. Par Trésor Kibangula